

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1144 du 26 janvier 2013 | www.libres.org
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1144

EDITORIAL : Le traitement anti-social du chômage pp. 1-2

CONJONCTURE : La guerre des changes aura-t-elle lieu ? pp. 3-4

ACTUALITÉ : L'Angleterre va-t-elle quitter l'Union européenne ? p. 4 - Le traité de l'Elysée p. 5 - Florence Cassez la nouvelle Jeanne d'Arc p. 5

CONNAISSANCE DE L'ECONOMIE : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Le traitement anti-social du chômage

Le rapport de la Cour des Comptes publié mardi fait grand bruit. Il impute le niveau du chômage en France à l'importance des aides financières apportées aux chômeurs. De plus, et c'était la mission de la Cour de le souligner, ces aides grèvent lourdement les finances publiques, l'assurance chômage dispensée par l'UNEDIC aura coûté 50 milliards d'euros en 2012. Là encore la hausse des cotisations ou la diminution des prestations est à prévoir.

Le rapport pourrait mener le gouvernement – s'il en a le courage – à rompre avec la politique du traitement social du chômage, inventée jadis par Pierre Mauroy.

Ce serait sans doute un pro-

grès important. Serait-il décisif pour autant ?

Je ne le pense pas, car il y a une autre composante du chômage : en France la création d'emplois ne cesse de diminuer. En d'autres termes, nous avons d'un côté une demande d'emplois pléthorique à cause des illusoires protections dont on entoure le chômeur, et d'un autre côté une offre d'emplois insuffisante à cause des illusoires protections dont on entoure le salarié employé. C'est sur l'offre d'emplois comme sur la demande d'emplois qu'il faudrait agir pour diminuer le chômage, à peu près deux fois plus élevé chez nous qu'en Allemagne, Autriche, Hollande, Suisse ou Norvège. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Le traitement anti-social du chômage (suite)

Mais revenons à la demande.

Le « traitement social » consiste à garantir au chômeur un niveau de revenu doublement suffisant : suffisant pour assurer une vie décente à sa famille, suffisant pour lui donner le temps de trouver un emploi à sa convenance et assortir cette recherche d'une formation qui lui permette d'accroître ses chances de se réinsérer. L'impact économique que l'on espère est le maintien de la consommation à un niveau élevé, garantissant un maintien de l'emploi global.

En effet, on considère la demande globale – suivant la pseudo-théorie keynésienne – comme le moteur de la croissance, donc de l'emploi. Des chômeurs sans ressource seraient causes de diminution des carnets de commandes et des ventes, et condamneraient au licenciement des milliers de salariés.

Les gouvernements français successifs n'ont pas lésiné sur les moyens. Les indemnités de chômage sont parmi les plus élevées en Europe (en moyenne 67% du salaire précédent), et surtout les plus durables (2 ans dans la plupart des cas, 3 ans pour les plus de 50 ans). Les conditions requises pour y avoir droit et les conserver sont les plus larges possibles : seulement 4 mois d'activité au cours des 28 derniers mois, contre 1 an au cours des 2 dernières années en Allemagne. De ce point de vue, on a effectivement fait du « social ». Mais du même coup on a peu stimulé les chômeurs à reprendre un emploi dans les meilleurs délais, et le chômage de longue durée est aussi parmi les plus élevés d'Europe. La longue durée est un poison pour certains qui s'installent dans la précarité et

l'oisiveté, et une aubaine pour d'autres qui arrondissent leurs ressources avec du travail au noir. L'assistantat débouche sur l'irresponsabilité et parfois sur la corruption.

L'invention des « emplois aidés », autre pièce maîtresse du traitement social, n'a rien arrangé. Il peut intéresser quelques entreprises ou associations, mais il est précaire et ne débouche que très rarement sur une embauche. D'autre part, un emploi aidé dissuade l'entrepreneur de créer un véritable emploi. De même l'invention des « emplois d'avenir » par le gouvernement actuel revient à gonfler à grand coup de subventions les effectifs d'associations, organisations et administrations diverses dont l'utilité économique est loin d'être prouvée, et qui grèvera davantage encore les finances publiques.

*“ Aide au chômeur =
aide au chômage ”*

J'en viens ainsi à l'offre d'emplois. La courbe du chômage est en phase inverse de celle des créations d'emplois. La création d'emplois est liée à la création de richesses par les entreprises. Encore faut-il que les entrepreneurs soient incités à créer. Et la France n'est pas une terre fertile où poussent la créativité et la compétitivité, la preuve en est des délocalisations de firmes et de l'exil des jeunes, dont la motivation n'est pas seulement ou pas principalement fiscale.

Pas d'incitation financière à créer des emplois, à cause des impôts dont le taux et la progressivité sont autant de pénalités de la réussite, mais aussi des charges sociales dont le poids est dû à un système de « protection sociale »

appelé Sécurité Sociale, inefficace, ruineuse et ruinée. Pas d'incitation juridique non plus, à cause du droit du travail qui freine l'embauche en imposant des contrats et des conditions de travail paralysants. L'introduction d'une certaine flexibilité, et l'apparition des « accords de compétitivité entreprises » sont des avancées dans le bon sens, mais timides pour l'instant. Enfin pas d'incitation psychologique, car les entrepreneurs sont désignés à la vindicte populaire comme les responsables de la crise et des licenciements, et le profit est tenu pour une spoliation.

*“ Créer des emplois :
pourquoi ? ”*

Les libéraux n'ont cessé de décliner et de répéter les mesures de nature à éliminer le chômage : baisse de la fiscalité et surtout de sa progressivité, exonération fiscale de l'épargne et privatisation totale de sa gestion, libre discussion de contrats de travail individuels, réforme de la protection sociale. Il faut libérer les entrepreneurs des chaînes fiscales, financières, réglementaires, syndicales, qui les enserrant. Ces mesures sont connues, et ont prouvé leur efficacité partout et toujours. Voilà pourquoi je soutiens depuis des années que le taux de chômage français est un « scandale public » : un refus par les gouvernants, pour des raisons politiques, d'appliquer ces réformes. Les gouvernants veulent compenser leurs erreurs en proposant un « traitement social », ils ne font qu'aggraver le mal. Seule la liberté économique est porteuse de progrès social.

Jacques Gareilo

LA GUERRE DES CHANGES AURA-T-ELLE LIEU ?

Nous voici peut-être à la veille d'une « guerre des changes ». Il y a été fait allusion à la suite de l'affaiblissement du yen japonais, venant après la sous-évaluation du yuan chinois, et au vu de la politique de la Réserve Fédérale qui fait courir des risques au dollar.

Pourtant la « guerre », en principe, n'a pas sa place dans une l'économie de marché, fondée sur des échanges volontaires et réciproques de services. Mais c'est compter sans les interventions des Etats qui considèrent que la monnaie est leur affaire, et s'en servent pour perturber le libre marché au prétexte (fallacieux) de protéger l'économie nationale. Ce sont les Etats qui mènent la guerre des changes.

Des changes fixes illusoirs

Peu avant la fin de la seconde guerre mondiale, les Alliés avaient mis au point, à Bretton-Woods, un système monétaire international, qui a survécu jusqu'au 15 août 1971. Ce jour-là, le Président Nixon a mis fin à la convertibilité du dollar en or, et c'en a été fini d'un système qui reposait avant tout sur la valeur du dollar. Les changes officiels étaient fixes : les Etats déclaraient une parité fixe de leur monnaie par rapport au dollar, lui-même convertible à taux fixe contre l'or (35 dollars l'once au départ). Les parités ne pouvaient varier au-delà d'une marge de fluctuation limitée (+ ou - 1%).

Mais les parités officielles ne faisaient pas disparaître un marché libre des devises, dont les prix respectifs étaient déterminés par l'offre et la demande, suivant les mouvements des échanges commerciaux, des crédits, des investissements ou des mouvements de capitaux réputés plus spéculatifs.

Dans ces conditions, le rôle de la Banque centrale était de « neutraliser » le marché libre des changes pour aligner la valeur de sa monnaie sur la parité officielle. La Banque centrale devait racheter sa monnaie quand elle était « attaquée » et se situait en-dessous de sa parité officielle, ou la vendre et approvisionner les opérateurs dans le cas contraire.

Bien entendu, tout cela s'est révélé parfaitement utopique. Quand une monnaie est durablement attaquée, dans un premier temps la Banque centrale la défend en ven-

dant des devises, mais très vite ses réserves seront épuisées. Plutôt que de dilapider toutes ses réserves, la Banque Centrale va faire ce qui est strictement prohibé : elle va dévaluer, c'est à dire changer unilatéralement la parité officielle, et l'abaisser jusqu'à l'aligner sur le prix du marché libre. Une autre solution, il est vrai, consiste à fermer le marché des changes, ce qui paralyse tout échange extérieur ; la France en a fait la triste expérience.

Changes flottants incertains

Le système de changes fixes a donc volé en éclats dans les années 70, et il a été remplacé le 1er avril 1978 par un nouveau système, dans lequel chaque pays est libre de son système de changes. Apparemment, cela revient à généraliser les « changes flottants », qui varient à chaque instant selon l'offre et la demande. Il n'y a plus de parité officielle, plus besoin d'intervenir sur le marché des changes. Quant aux opérateurs sur les marchés internationaux, ils peuvent se protéger contre l'incertitude des changes grâce à des opérations de couvertures sur les marchés à terme de devises.

A priori, le système de changes flottants est infiniment supérieur à celui des changes fixes, la monnaie est échangée à sa vraie valeur, le taux de change est un vrai prix.

Hélas, depuis 1978, nous ne sommes pas vraiment en changes flottants « purs », mais dans un système mixte et impur.

Système mixte : certains pays vont lier leurs monnaies entre elles avec

des parités fixes ou évoluant à l'intérieur d'une zone de fluctuation très réduite : cela a été le cas de petits pays opérant dans la « zone dollar » ou dans la « zone franc », mais aussi un tel système a été choisi par les Européens avec le système monétaire européen dès 1979, le « serpent » monétaire, puis l'écu...jusqu'à la création de l'euro, mise en place en 1999.

Système impur : les Etats ont perverti le système en prenant la mauvaise habitude de continuer à intervenir sur le marché des changes. Parfois, ils se fixent (sans les annoncer) des limites à ne pas dépasser (par exemple la limite de 1,50 dollar pour un euro), ce qui est pire que des changes fixes, puisque cela ouvre la porte à toutes les conjectures sur le bon vouloir du prince. Enfin et surtout les grandes monnaies se livrent à une « guerre des changes », faisant artificiellement baisser leur monnaie, dans l'espoir de freiner les importations, et d'avantager leurs exportations : on parle de « dévaluations compétitives ».

Manipulations du Dollar, du Yen, du Yuan

Dans le cas du dollar, c'était une volonté des dirigeants américains pour essayer de redresser leur balance des paiements, et cela a été accentué par la manipulation des taux d'intérêt par la FED, les taux artificiellement faibles aux USA (près de 0%) favorisant une baisse tout aussi artificielle du dollar. Dans le cas actuel du Japon, l'affaiblissement du yen est délibéré et organisé, favorisé par une politique monétaire laxiste, avec un objectif >>

La guerre des changes aura-t-elle lieu ? (suite)

d'accroissement de l'inflation, dans le cadre plus global d'une relance keynésienne (avec la relance des dépenses publiques). Le nouveau premier ministre pousse la Banque du Japon à avoir une politique monétaire plus laxiste, source d'affaiblissement du yen, mais aussi d'un potentiel plus élevé d'inflation.

Le cas de la Chine est plus spécifique : le yuan n'est pas véritablement une monnaie convertible : on ne peut librement détenir ou échanger du yuan. Ce sont donc les autorités chinoises qui fixent la valeur du yuan, de manière encore plus arbitraire que les autres pays. Or l'excédent spectaculaire du commerce extérieur chinois, leur quantité impressionnante de réserves de changes, leur dynamisme économique, devraient, si le yuan était convertible, entraîner la hausse de sa valeur par rapport aux autres monnaies. Les Chinois s'y refusent car ils craignent de perdre des clients qui seraient obligés de payer avec un yuan fort. Les imprécations lancées de G20 en G20 sont restées vaines ; la Chine a réévalué la valeur du Yuan de manière infinitésimale, sa monnaie

a une valeur de plus en plus éloignée de ce qu'elle devrait être.

Euro fort ? Euro faible ?

Au sein de la zone euro, on a paru hésiter entre la rigueur allemande, voulant éviter le laxisme monétaire et l'inflation et ne s'inquiétant pas d'un « euro fort », et le laxisme d'autres pays, France en tête, réclamant à grands cris la relance monétaire, mais aussi l'affaiblissement de l'euro, toujours les « dévaluations compétitives ». Depuis des mois, l'action de « super Mario » va, hélas, dans le sens du laxisme monétaire et donc de l'affaiblissement de l'euro.

Du côté de la Livre sterling, pas de complexe pour la Banque d'Angleterre : elle a volontairement dévalué sa monnaie de 25 % pour éponger une partie de sa dette publique détenue par les étrangers. Ce bel exemple de moralité justifie la position de la France et de tous ceux qui estiment qu'on peut noyer la dette publique dans une inondation monétaire.

Toutes ces manipulations sont évidemment dommageables pour

l'économie, parce qu'elles sont contraires non seulement à la morale (on ne cesse de voler les créanciers, et on subventionne l'économie nationale) mais aussi à la compétitivité : quand le corps économique est stimulé par un dopage permanent, il finit par se scléroser et se détruire.

Les pays qui ont un commerce extérieur solide, comme l'Allemagne, ne l'ont pas obtenu par l'affaiblissement monétaire (il y a eu le mark fort puis l'euro fort) mais par la compétitivité effective.

La guerre des monnaies est en fait une menace pour la mondialisation, et d'ailleurs beaucoup de pays émergents (Brésil en tête) s'en plaignent. Comme toute guerre, elle n'a pour origine que les interventions hasardeuses et néfastes des Etats. Elle développe les sentiments souverainistes, puis protectionnistes, puis xénophobes. Dans les années 1930, les dérèglements monétaires et la fermeture des frontières ont débouché sur la Seconde Guerre Mondiale : la drôle de guerre s'est terminée en apocalypse.

Jean Yves NAUDET

L'Angleterre va-t-elle quitter l'Union Européenne ?

David Cameron annonce un referendum dès 2015

C'était l'un des points du programme des Conservateurs vainqueurs (relatifs) des dernières élections générales : un referendum avant 2017 sur l'éventuelle sortie de l'Union Européenne.

Peut-être pour faire pièce aux festivités du couple franco-allemand, le premier ministre David Cameron a prononcé mercredi dernier 23 janvier un discours qui a choqué les Européistes.

« Le consentement démocratique de la Grande Bretagne à l'Europe ne tient qu'à un fil », a-t-il dit. Il est

vrai que l'euroscpticisme fait des progrès incessants Outre Manche. La crise de l'euro a réjoui les Britanniques : ils ne font pas partie de l'Euroland et ont eu toute liberté de dévaluer la livre sterling pour alléger leur dette publique et relancer leur économie. Aujourd'hui ils ont l'impression de sortir de la crise, le chômage a diminué de trois points et les capitaux affluent à la City, tout comme les jeunes Français d'ailleurs. Moins de 20 % des électeurs sont en faveur d'un rapprochement avec l'Union.

En fait, Cameron a repris le

fameux discours de Bruges tenu par Margaret Thatcher en 1984 : nous voulons bien d'une Europe ouverte aux échanges, mais nous ne voulons pas de direction politique de l'Europe, ni en économie ni en d'autres domaines. Réaction indignée d'un Européiste-type, Michel Barnier : « le Marché Unique, ce n'est pas que le libre échange, mais aussi un projet d'harmonisation fiscale et sociale ». Naturellement, dans la bouche d'un Français, harmonisation signifie alignement sur les normes françaises. On comprend que les Anglais n'en veuillent pas ! •

Le traité de l'Elysée

Tintamarre autour du cinquantième anniversaire d'un non-événement

Jusqu'à cette semaine qui connaissait le traité de l'Elysée ? Qui lui prêtait attention ? Les historiens et observateurs de l'Europe se réfèrent souvent aux traités de Rome, de Messine, de Maastricht, de Lisbonne, d'Amsterdam, voire de Nice, mais pour notre part nous n'y avons jamais fait allusion, et pour cause : son contenu juridique et son influence sur les affaires européennes sont nulles.

On nous a rafraîchi la mémoire en relatant la signature d'un accord entre de Gaulle et Adenauer scellant la promesse d'une consultation et d'une rencontre régulières du Président français et du Chancelier allemand. On n'avait pas attendu 1963 ni pour réconcilier les deux peuples (18 ans

après la fin de la guerre !) ni pour organiser l'Europe, soit à travers la Communauté Charbon Acier ou Euratom soit à travers le marché commun et la politique agricole commune. La mise en place des institutions européennes commence dès mai 1950.

En fait, le tintamarre médiatique et politique est provoqué par les tensions qui existent au sein du couple franco-allemand depuis l'élection de François Hollande, et par les incertitudes sur l'avenir de l'Union Européenne à 27. Les deux sont liées : en cas d'éclatement de l'Europe actuelle, il faudrait au moins s'assurer que les liens ne sont pas rompus entre les politiques des deux pays majeurs, et réciproquement une dégradation des relations entre

Berlin et Paris menacerait sévèrement la construction européenne.

Les médias en ont profité pour comparer la situation économique des deux pays. La nôtre est peu glorieuse. En revanche nous apparaissions comme les champions du social, au moins pour l'instant. Mais en fait, ce sont les divergences politiques qui expliquent les différences : d'un côté, volonté de rigueur monétaire et budgétaire, libre échange et libre entreprise ; de l'autre, déficits et dette publique massive, appel au laxisme de la BCE, protectionnisme et « made in France », dirigisme et fiscalisme renforcés. Alors on crie : au secours de Gaulle, au secours Adenauer ! Le général ne répond plus. •

Florence Cassez, la nouvelle Jeanne d'Arc

Libérée pour vice de forme sous la pression des présidents français : innocente ?

Etiez-vous jeudi après midi à Roissy pour l'accueillir ? Toute la presse s'y pressait, et tous les présidents exprimaient leur réussite présidentielle. Sarkozy, Hollande : même combat.

Au risque de paraître politiquement et médiatiquement incorrects, nous serions plutôt tentés de dénoncer un déni de justice. Il y a en effet ce qui est incontestable, et ce qui resterait à juger par de vrais tribunaux avec de vrais magistrats.

Ce qui est incontestable, c'est que la libération a été prononcée sous pression politique. Nicolas Sarkozy d'abord et surtout, François Hollande ensuite, se sont faits les champions de la cause Cassez. Réminiscence de Voltaire dans l'affaire Calas ? Toujours est-il que Sarkozy a fait le siège du précédent président

mexicain, Felipe Calderon, ami des Américains et classé à droite. En vain, et ce refus a provoqué en 2011 l'annulation de l'année d'amitié France-Mexique. Mais en décembre 2012 Calderon a été battu aux dernières élections, et Enrique Pena Nieto, candidat du « Front révolutionnaire », s'est empressé de modifier la composition de la Cour Suprême en nommant un nouveau juge Alfredo Gutierrez Ortiz Mena.

Ce qui est incontestable c'est que la Cour Suprême s'est prononcée pour la libération en arguant des vices de forme qui ont accompagné l'arrestation de la prévenue, et de la parodie de reconstitution de cette arrestation par la police mexicaine pressée par les journalistes. Mais à aucun moment la Cour n'a innocenté Florence Cassez.

Ce qui resterait à juger, c'est précisément de la culpabilité de la dame. A quatre reprises les tribunaux mexicains l'ont condamnée pour complicité active dans les enlèvements opérés par son compagnon, Israel Vallarta Cisneros, chef de la bande des Zodiaque, qui enlevait et rançonnait. Florence aurait joué les premiers rôles en particulier dans le rapt d'un enfant et de sa mère. Les juges se seraient-ils prononcés sans souci de la vérité et sans respect des droits de la défense ? Les témoins cités ont donné des versions différentes. Mais la plupart ont chargé l'accusée, de sorte que le doute n'a pas effleuré l'esprit des magistrats. Il a en revanche envahi l'esprit des Français, dûment informés par les médias, au point de faire de Florence Cassez une victime et une héroïne. •

J'en ai terminé pour l'instant avec la série d'articles consacrés à la Connaissance du Socialisme, faisant suite à celle qui concernait la Connaissance du Libéralisme. Je vous rappelle que ces deux séries ont été retranscrites sur le site de l'ALEPS libres.org et que « Connaissance du Libéralisme » a été imprimé et peut vous être envoyé sur commande.

Je reviens maintenant à une tâche qui mérite d'être remise en chantier en permanence : celle de la connaissance de l'économie. A entendre les discours, à analyser les politiques, à écouter les médias, un observateur moyennement averti est frappé par l'ignorance moyenne des Français.

L'exception française a des racines profondes. Peuple de paysans et d'artisans, les Français ont du mal à comprendre le commerce et la finance, et leur vouent parfois un mépris ancestral. Cette méconnaissance a été entretenue et même amplifiée par l'enseignement de l'économie, avec des professeurs et des manuels inspirés davantage par l'idéologie que par la science. Le résultat : quand on demande à la population si le marché est la meilleure organisation possible de l'économie, 86 % des Chinois sont d'accord, 75 % des Américains, 65 % des Allemands, et 47 % des Français seulement.

Une croisade contre l'illettrisme économique est donc d'intérêt national. L'ignorance engendre la peur et la manipulation, qui conduisent à des comportements aberrants et ruineux. L'ALEPS se fait un devoir depuis un demi-siècle d'expliquer en particulier comment la liberté économique est la seule source possible de progrès social. Qu'il me soit permis, une fois de plus, de partir en croisade, mais cette fois-ci avec vous. Je vais essayer de vous donner les arguments de nature à sortir les Français de leur mauvais rêve et retrouver le sens de la réalité.

L'économie déboussolée. Dérive vers l'Economie artificielle

La boussole de l'économie est devenue folle. C'est un fait. Pourquoi ?

C'est un fait. La boussole devrait indiquer des besoins mieux satisfaits pour le plus grand nombre, mais aussi la possibilité pour chacun de développer ses talents, de réaliser ses aspirations, d'améliorer et de montrer son savoir-faire. Le nord de la boussole économique, c'est naturellement la personne humaine. Aujourd'hui la boussole va dans tous les sens : les jeunes chômeurs perdent leur temps et leur espoir, les plus âgés et les retraités craignent légitimement pour le futur de leurs pensions, l'emploi est menacé, le travail et le mérite ne sont plus honorés et

on vit mieux avec les allocations, les fromages et les combines. Dans ce climat c'est « chacun pour soi, l'Etat pour tous ».

Pourquoi en est-on arrivé là ?

C'est que l'on a perdu le nord. On a oublié le sens véritable, les lois naturelles de l'économie, et on a bâti peu à peu une économie artificielle d'où l'homme est absent. On l'a chassé pour donner la priorité à la société : le collectif a pris le dessus sur le personnel. Sans doute les intentions étaient-elles pures : elles s'appelaient justice sociale, plein emploi, solidarité, stabilité. Mais,

entre les mains d'hommes politiques soumis à la pression d'intérêts catégoriels, elles ont débouché sur le résultat inverse de celui recherché. Car les armes de la politique sont celles de l'administration, de l'impôt, de la réglementation, qui au delà d'une certaine dose finissent par tuer l'initiative, l'effort, l'entreprise. La justice sociale devient alignement sur le plus bas niveau, le plein emploi laisse place au chômage massif et durable, la solidarité forcée tue l'esprit d'entraide et le sens de la responsabilité, la stabilité se transforme en précarité. Et les nuages s'accumulent aussi sur les générations futures avec la dette publique et l'explosion des retraites.

Ainsi l'« économie naturelle » a-t-elle progressivement dérivé vers l'« économie artificielle », qui est son opposée, comme le suggère le tableau suivant :

ECONOMIE NATURELLE	ECONOMIE ARTIFICIELLE
Choix personnels Initiatives privées	Choix collectifs Réduction ou orientation des choix personnels
Echange, service des autres	Répartition administrative Services publics
Revenus d'activité rémunérateurs de services productifs	Revenus de répartition, sans lien nécessaire avec l'effort
Prix librement débattus Marché ouvert	Prix administrés, Tarifs publics Métiers et professions réglementés
Concurrence	Réglementation, Monopoles publics
Libre entreprise	Réglementation, Fiscalité sur l'activité et les résultats
Adaptation aux changements, Réaction aux signaux du marché	Préférence pour le statut Pressions politiques et syndicales
Innovation, mobilité, promotion	Routine, droits acquis et privilèges
Mondialisation, Acceptation des différences	Protectionnisme Harmonisation forcée
Propriété privée	Destruction de la propriété par la fiscalité, propriété publique
Responsabilité personnelle	Rupture entre l'action et la personne
Justice : promotion par le mérite et le service	Justice : égalité
Une réalité naturelle qui admet l'erreur et les imperfections de la personne humaine	Un monde parfaitement organisé qui veut éliminer le risque et façonner l'homme nouveau



Fuite des entreprises, des capitaux, des cerveaux

Nous avons fait l'annonce de la grande réunion organisée par Génération Entreprises en décembre dernier. Le Journal du Parlement en a rendu compte, ce qui est important car cette publication est lue avec attention par les députés et sénateurs.

On aura en particulier remarqué l'intervention de Jean Philippe Delsol, administrateur de l'ALEPS, qui a rapporté les résultats d'une étude de l'IREF sur l'exil fiscal : le nombre de Français ayant consulté des avocats fiscalistes en vue d'un exil a été multiplié depuis mai dernier, et le nombre des exilés a fait un bond : de 800 environ habituellement par an à près de 5.000 en 2012.

Le groupe Génération Entreprises, animé par Olivier Dassault et Jean Michel Fourgous, réunit 65 parlementaires chefs d'entreprises et plusieurs élus.

Student for Liberty – Paris.



Réunis à Mac Mahon jeudi soir dernier, les membres de Students for Liberty ont projeté le film « Wall Street » (avec Michael Douglas) pour introduire un débat sur la finance et la moralité. Ces étudiants veulent organiser des séances de ce type une fois par mois. La Nouvelle Lettre annoncera chaque fois leur programme. On peut spéculer sur la réussite de cette entreprise. Pardon : pas de spéculation !

Ces soirées auront lieu au siège de l'ALEPS à Paris, 35 av. MacMahon.

Renseignements sur le site
<http://studentsforliberty-paris.fr>



Sécu : comment faire mieux

Patrick de Casanove

L'auteur se présente comme « médecin de famille ». Il est à l'écoute de ses patients, il connaît leur inquiétude croissante sur le coût des consultations, des hospitalisations, des médicaments, mais aussi leur attachement personnel à « leur » docteur.

Il observe qu'à la fin de sa consultation la plupart des gens lui demandent si les médicaments ou les examens seront bien remboursés, si les spécialistes auxquels il les adresse demanderont ou pas un dépassement d'honoraires, si l'éventuelle hospitalisation sera totalement prise en charge, etc. Les Français craignent pour l'avenir de leur santé, certains renoncent à se soigner et courent des dangers inutiles. Comment « faire mieux » que la Sécurité Sociale ?

Partant du constat que la Sécu « prend de plus en plus d'argent aux Français et rembourse de moins en moins », Patrick de Casanove propose de miser sur la prévoyance privée et l'épargne volontaire : « La prévoyance individuelle est naturelle. La prévoyance par l'Etat n'existe pas ». « Si les travailleurs disposent de la totalité de leur salaire, ils peuvent choisir, pour leur assurance maladie et leur retraite, entre des prestataires mis en concurrence. L'auteur se réfère ainsi au concept de « salaire complet » : les cotisations sociales aujourd'hui retenues se transforment en épargne volontaire de la part des salariés. « Raisonner à partir du salaire complet ouvre des perspectives inimaginables avec le système actuel ». Il faut faire confiance au bon sens des gens, au lieu de les assister – ce qui encourage l'irresponsabilité et les gaspillages.

Le regard que le médecin libéral porte sur la médecine française est tout aussi captivant. P. de Casanove décrit la baisse de la qualité et de la quantité du corps médical. Pour la qualité c'est le « paiement à la performance » imaginé par les bureaucrates de la Sécurité Sociale qui est en cause. Voici maintenant « un médecin qui affiche ses horaires, télétransmet ses feuilles de soins, ne vous donne pas le traitement adapté parce qu'il a atteint ses quotas, s'intéresse peu à vous parce que vous n'êtes pas diabétique et que le suivi d'un diabétique peut rapporter beaucoup de points ». Par comparaison, un vrai médecin est celui « qui n'a pas d'horaires, fidèle au dossier papier, pas « fana » d'informatique, qui vous écoute en toute circonstance, quelle que soit votre pathologie, qui a un bon diagnostic et propose toujours le meilleur traitement ». Pour la quantité, il faut se rendre à l'évidence : les médecins sont « en voie de disparition ». Les médecins généralistes, les chirurgiens, les ophtalmologues manquent déjà cruellement, et les files d'attente s'allongent.

L'origine de tous ces dysfonctionnements : la socialisation de la médecine, le rejet d'une médecine libérale authentique fondée sur le contrat personnel qui lie malade et praticien et le développement d'une machinerie irresponsable qui transforme les médecins en fonctionnaires.

Un détail peut expliquer la lucidité et le réalisme de P. de Casanove : élu à l'Union des Médecins Libéraux d'Aquitaine, il est également président du cercle Frédéric Bastiat de sa région, et organise depuis deux ans le « week end de la liberté » dans les Landes. Merci docteur...

Jacques Garelo

Patrick de Casanove : Sécu : comment faire mieux, Editions tata-mis, septembre 2012, www.tatamis.fr